

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES

Valenciennes, le (date de signature)

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SAPROTEC

3393 ROUTE NATIONALE
59500 FRAIS MARAIS

Références : 2023_V3_149
Code AIOT : 0007000713

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2023 dans l'établissement SAPROTEC implanté 3393 route Nationale 59351 Douai. L'inspection a été annoncée le 11/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection est réalisée sur la thématique "rejet des eaux industrielles" pour le site de SAPROTEC à DOUAI. Cette inspection s'inscrit dans le contexte du projet de dépôt d'un porté à connaissance de la société SAPROTEC qui devait être déposé avant la visite d'inspection et qui consiste à réaliser des essais de manière temporaire et pour une durée de six mois afin de recevoir et traiter les eaux de la société SNT à RUMEGIES. Ce dossier de porté à connaissance a finalement été reçu par l'inspection des installations classées le 30 mai 2023.

Les liens capitalistiques suivants existent entre les sociétés SAPROTEC et SNT : La société SERES est une holding industrielle détenue par la famille BESEME et qui possède 100% des parts de la société SNT. La société SAPROTEC est détenue d'une part pour 30% par son PDG Monsieur MAILLE et d'autre part à 70% par la société SNT.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAPROTEC
- 3393 route Nationale 59351 Douai
- Code AIOT : 0007000713
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SAPROTEC est implantée au Nord-Est de Douai et exerce une activité de traitement de surface.

Le site est constitué d'un bâtiment principal qui abrite les bureaux administratifs et l'atelier de production sur une superficie de 3 500 m².

Il dispose pour cela de 3 installations d'application :

- 1 ligne automatique de zingage au tonneau : chaîne 1
- 1 ligne automatique de cuivrage au tonneau : chaîne 2 (chaîne arrêtée - voir plus loin dans le rapport)
- 1 ligne automatique de zingage au cadre « grandes longueurs » : chaîne 3.

Les produits fabriqués sont principalement destinés à l'industrie automobile.

Le site dispose d'une installation de traitement de ses effluents aqueux avant rejet au milieu naturel (Scarpe) depuis 1994.

L'établissement est autorisé par arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 03 novembre 1993, modifié le 23 décembre 2009 pour intégrer notamment les prescriptions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées.

Il est de plus soumis à l'obligation de mise en œuvre des meilleures techniques disponibles conformément à la Directive IED, pour son activité relative à la rubrique 3260 – Traitements de surface.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : inspection rejets eaux industrielles et le projet de dossier de porté à connaissance du traitement de l'eau de la société SNT à RUMEGIES

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
10	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 23/12/2009, article 4.2.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours
11	Porté à la connaissance	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L181-4	/	Mise en demeure, respect de prescription	90 jours
12	rétenction	AP Complémentaire du 23/12/2009, article 6.6.3.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
13	Etiquetage des substances et préparations dangereuses	AP Complémentaire du 23/12/2009, article 7.6.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Valeurs limites d'émission	Arrêté Préfectoral du 23/12/2009, article 4.3.7.3	/	Sans objet
2	Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de	Arrêté Préfectoral du 23/12/2009, article 4.3.6.3	/	Sans objet
3	Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de	Arrêté Préfectoral du 23/12/2009, article 4.3.6.2	/	Sans objet
4	Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de	Arrêté Préfectoral du 23/12/2009, article 4.3.5	/	Sans objet
5	Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de	Arrêté Préfectoral du 23/12/2009, article 4.3.4	/	Sans objet
6	Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de	Arrêté Préfectoral du 23/12/2009, article 4.3.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de	Arrêté Préfectoral du 23/12/2009, article 4.3.2	/	Sans objet
8	Prélèvements et consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 23/12/2009, article 4.1.2	/	Sans objet
9	Auto surveillance des eaux	Arrêté Préfectoral du 23/12/2009, article 9.2.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Si les prescriptions des rejets dans l'eau ne font l'objet que de simples observations, lors de la visite environ 10m3 de produits potentiellement polluants (des stockages contenant des produits de type déchets acides selon les dires de l'exploitant) sont stockés sans rétention et sans que la nature de ces produits ne soient correctement indiquée (voir le point correspondant).

De plus un projet est actuellement à l'étude avec l'extension de la zone de stockage sans que ces informations n'aient été portées à la connaissance de Monsieur le Préfet du Nord (nécessité de déposer un dossier de "porté à connaissance"). Ceci s'inscrit dans un cadre plus large où plusieurs informations relevées lors de l'inspection doivent être portées à la connaissance du Préfet du Nord.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2009, article 4.3.7.3

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires AVANT REJET DANS LE MILIEU

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Paramètre	Concentration maximale sur une période de 2 heures (mg/l)	Flux sur 2h g/h	Flux journalier kg/j	Flux mensuel kg/j
MES	30	360	7.2	5.4
DCO	150	1800	36	27
NO ₂ (nitrites)	1	12	0.24	0.18
NTK	3			
Azote global*	50	600	12	9
Phosphate (PO ₄ ³⁻)	10	120	2.4	1.8
Hydrocarbures totaux	5	60	1.2	0.9
F	15	180	3.6	2.7
CN	0.1	1.2	0.03	0.02
Métaux : Zn+Cu+Ni+Al+Fe+Cr+ Cd+Pb++Sn	15	150	3.6	2.7

CrVI	0.1	1.2	0.03	0.02
CrIII	2	24	0.48	0.36
Cd	0.2	2.4	0.05	0.04
Ni	2	24	0.48	0.36
Cu	2	24	0.48	0.36
Zn	3	36	0.72	0.54
Fe	5	60	1.2	0.9
Al	5	60	1.2	0.9
Pb	0.5	6	0.12	0.09
Sn	2	24	0.48	0.36
AOX	5	60		
Tributylphosphate	4	48		

Constats : Vu les résultats des trois derniers contrôles inopinés du 20 mars 2023, 20 juillet 2022 et du 08 septembre 2021, les valeurs limites d'émission sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2009, article 4.3.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Equipements ouvrages de rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant rejet dans le réseau d'assainissement, les ouvrages d'évacuation du rejet n°2 dans le réseau d'assainissement doivent être équipés des dispositifs de prélèvement et de mesure automatiques suivants : <ul style="list-style-type: none"> • un système permettant d'effectuer un prélèvement automatique et représentatif asservi à chaque cuvée rejetée. Le prélèvement sera analysé immédiatement • un appareil de mesure du débit en continu avec enregistrement, • un pH-mètre et thermomètre en continu avec enregistrement.
Constats : Les systèmes de mesure prévus existent et ont été vus lors de l'inspection (hormis le thermomètre qui n'a pas d'utilité).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2009, article 4.3.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement ouvrages de rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 4.3.6.2.1 Aménagement des points de prélèvements Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'Inspection des installations classées. Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur. 4.3.6.2.2 Section de mesure Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.
Constats : Vu le canal venturi de mesure. Observation : la passerelle d'accès mériterait d'être élargie pour permettre un accès plus ergonomique pour l'opérateur réalisant le contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2009, article 4.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Localisation des points de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :</p> <p>Rejet n°1 :</p> <p>Eaux pluviales non susceptible d'être polluée</p> <p>exutoire : STEP commune de Douai vers la scarpe</p> <p>Rejet n°2 :</p> <p>Eaux industrielles</p> <p>STEP interne - physico chimique vers la scarpe</p> <p>débit max : 15 m3/h - 7,5m3H sur 1 mois - 150m3 /jour - 3750 m3 /mois</p> <p>Rejet n°3:</p> <p>Eaux domestiques</p> <p>exutoire STEP commune de Douai vers la scarpe</p> <p>Le site ne sera émetteur d'aucune eau de voirie ou de parking.</p>
<p>Constats : Les points de rejet sont bien ceux évoqués dans la prescription et les débits sont bien respectés (l'inspecteur a vérifié la cohérence entre les valeurs de débit maximal et les résultats du dernier contrôle inopiné, de la consommation annuelle et au fait que l'activité est assez constante pendant l'année d'après l'exploitant).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2009, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et conduite des installations de traitement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.</p> <p>La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.</p> <p>Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.</p>
<p>Constats : Le principal paramètre utilisé pour la conduite de la STEP est le respect du pH (plage de 8,5 à 9,05). Ce paramètre est vérifié 4 ou 5 fois par jour par Le Directeur. En cas de dérive la production s'arrête.</p> <p>Un enregistreur automatique existe mais il n'est pas utilisé.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un moyen d'enregistrement tel que prévu par l'article 4.3.4 (l'enregistreur automatique peut-être utilisé dans ce cadre).</p>

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2009, article 4.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.</p> <p>Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.</p> <p>Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).</p> <p>Constats : L'exploitant indique que la station d'épuration est une partie indissociable du process : c'est le fonctionnement de la station d'épuration(STEP) qui permet obtenir un produit fini correspondant aux spécifications du client : en cas d'arrêt de la station d'épuration cela met à l'arrêt immédiatement le process.</p> <p>Le by-pass de la STEP n'est pas possible(il n'y a donc pas de rejet en cas d'indisponibilité de la STEP).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2009, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement. La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement. Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la nappe d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.
Constats : Les effluents sont non dangereux et aucun by-pass de la station n'est possible techniquement actuellement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Prélèvements et consommations d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2009, article 4.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisées dans les quantités suivantes : Origine - eau souterraine - dans la nappe de la craie - prélèvement max 33000m ³ /an - 11,5m ³ /h - 150m ³ /jour Origine - réseau public - Douai - prélèvement max 200m ³ /an - 0,1m ³ /h - 1m ³ /jour
Constats : Vu les valeurs de prélèvement pour les années précédentes : le prélèvement est compris entre 9000 et 14000 m ³ par an entre 2018 et 2022. Les valeurs limites sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2009, article 9.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux résiduares
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre :</p> <p>Les mesures et analyses des rejets dans l'eau sont effectuées par l'exploitant ou un organisme extérieur avant rejet en amont des éventuels points de mélange avec les autres effluents de l'installation (eaux pluviales, eaux vannes, autres eaux du procédé...) non chargés de produits toxiques.</p> <p>Le volume total rejeté par jour est consigné sur un support prévu à cet effet. Les systèmes de contrôle en continu déclenchent, sans délai, une alarme sonore signalant le rejet d'effluents non conformes aux limites de pH et entraînent automatiquement l'arrêt immédiat de ces rejets.</p> <p>Des mesures du niveau des rejets en cyanure et en métaux sont réalisées par l'exploitant sur un échantillon représentatif de l'émission journalière.</p> <p>Des mesures réalisées par des méthodes rapides adaptées aux concentrations à mesurer doivent permettre une estimation du niveau des rejets par rapport aux valeurs limites d'émission fixées.</p> <p>Ces mesures sont effectuées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • chaque jour, en vue de déterminer le niveau des rejets en cyanures et en chrome hexavalent ; • une fois par semaine, en vue de déterminer le niveau des rejets en métaux, lorsque la technique le permet. <p>Pour le calage de l'autosurveillance, des mesures portant sur l'ensemble des polluants objet de la surveillance sont effectuées annuellement par un organisme compétent choisi en accord avec l'inspection des installations classées, suivant les méthodes normalisées plus précises que les méthodes rapides.</p> <p>Fréquence de l'autosurveillance : voir tableau en annexe</p> <p>Pour le calage de l'autosurveillance, des mesures portant sur l'ensemble des polluants objet de la surveillance sont effectuées annuellement par un organisme compétent choisi en accord avec l'inspection des installations classées, suivant les méthodes normalisées plus précises que les méthodes rapides.</p>
<p>Constats : Vu les résultats de l'autosurveillance qui est réalisée en externe par l'entreprise SOCOR. La présence effective des résultats de l'autosurveillance a été vérifié lors de l'inspection par sondage.</p> <p>Les résultats sont transmis à l'inspection jusque septembre 2022. Depuis, plus aucune transmission n'est réalisée. La prescription est jugée conforme (l'absence de transmission est reprise dans une autre prescription).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Collecte des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2009, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)• les secteurs collectés et les réseaux associés• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : L'exploitant n'a pu fournir de schéma des réseaux et des égouts lors de la visite d'inspection. Il indique que le seul plan actuellement existant est celui créé lors de l'autorisation. Ce plan doit être disponible (ce qui n'est pas le cas) et être mis à jour régulièrement (une modification récente du réseau de récupération des eaux incendie doit par exemple figurer sur la dernière mise à jour - ce qui n'est pas le cas ici).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 30 jours

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/01/2020, article L181-4
Thème(s) : Situation administrative, Porté à la connaissance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.</p> <p>En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p>
<p>Constats : Plusieurs modifications sont intervenues sur le site sans que Monsieur le Préfet du Nord n'en soit informé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'arrêt de l'activité "Chaine tonneau Cuivre" ; une procédure de cessation partielle d'activité doit être engagée. - certains types de polluants dans l'eau ne sont plus susceptibles d'être retrouvés du fait de changement dans le process (comme le chrome par exemple) ; il y a donc nécessité de ré-adapter les paramètres de surveillance des effluents. - un projet d'extension sur de nouvelles parcelles avec la construction d'un bâtiment neuf (qui pourrait nécessiter notamment de demander l'avis du SDIS). <p>Il convient pour l'exploitant de porter à la connaissance du Préfet l'ensemble des modifications intervenues (ou projetées) sur le site avec tous les éléments d'appréciation. Ce dossier de "porté à connaissance" devra comporter une demande de modification des prescriptions actuellement applicables.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 90 jours

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/12/2009, article 6.6.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, rétention - dispositions générales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les sols des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés des liquides contenant des acides, des bases, des sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre ou contenant des substances très toxiques et toxiques définies par l'arrêté du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances sont munis d'un revêtement étanche et inattaquable. Il est aménagé de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une capacité de rétention étanche.</p> <p>Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler (cyanure et acide, hypochlorite et acides, bisulfite et acide, acide et base très concentrés...). Elles sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à leur action physique et chimique. Il en est de même pour les dispositifs d'obturation éventuels qui doivent être maintenus fermés.</p> <p>Les capacités de rétention sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas. Pour s'assurer du bon fonctionnement de ces déclencheurs d'alarme, il y a lieu d'établir une procédure de vérification avec l'indication de la périodicité de réalisation. Ce type de procédure doit également inclure les opérations à effectuer en cas de déclenchement d'alarme.</p> <p>Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux. L'étanchéité du ou des réservoirs associés doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art et ne comprennent pas de circuits de refroidissement ouverts. Les échangeurs de chaleur de bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains. Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.</p> <p>Les résistances éventuelles (bains actifs et stockages) sont protégées mécaniquement. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation ou sont éliminés comme les déchets.</p>
<p>Constats : Lors de la visite d'inspection, un tas de 10 cubitainers d'un volume d'1m3 chacun contenant des liquides, est présent sur le site, hors des locaux, en extérieur. L'inspection interrogeant l'exploitant sur la nature de ces liquides, il est répondu que ces liquides sont des déchets de type acides en attente de retrait.</p> <p>Aucune rétention n'est présente sous ces cubitainers (il est rappelé que par ailleurs les rétentions doivent pouvoir être constituées dans une matière adaptée à la réception de produits acides). Le sol n'est pas adapté à la réception de produits de types acides.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 30 jours

N° 13 : Etiquetage des substances et préparations dangereuses

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/12/2009, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Etiquetage des substances et préparations dangereuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.
Constats : Lors de la visite d'inspection, un tas de 10 cubitainers d'un volume d'1m3 chacun contenant des liquides, est présent sur le site hors des locaux en extérieur. L'inspection interrogeant l'exploitant sur la nature de ces liquides, il est répondu que ces liquides sont des déchets de type acides en attente de retrait. Il est impossible pour une personne arrivant sur place (par exemple le SDIS - Service D'Incendie et de Secours en cas d'incendie) d'identifier les produits stockés dans les cubitainers concernés : aucun étiquetage n'est présent, ni aucune information sur le contenu.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 30 jours